

“La société française est inquiète”

Invitée mardi soir par le Cercle du Lac, à Louvain-la-Neuve, Christine Ockrent s'y est exprimée sur “L'état de l'Europe”. Francis Van de Woestyne a brossé son portrait à une assemblée de 150 personnes. Retrouvez son texte sur notre site www.lalibre.be.

FRANCE

Christine Ockrent, en Belgique pour une conférence au Cercle du Lac, a livré sa vision de la politique française et européenne à la rédaction de “La Libre Belgique”.

Quel premier bilan dressez-vous de la présidence de François Hollande ? La presse française se montre très dure. Est-ce la chronique d'une déception annoncée ?

François Hollande est en place depuis sept mois. Il n'a pas connu d'état de grâce, alors que c'est traditionnellement ainsi qu'on décrit les six premiers mois d'un mandat. Il n'y a aucune indulgence, non plus. Autant il y avait cette fatigue de Nicolas Sarkozy, autant le fait que François Hollande se soit installé trop longtemps dans l'idée qu'il lui suffit d'être “normal” pour convaincre était sans doute une erreur. Il compose, il synthétise, mais il n'exprime pas une vision, une voie.

Lors de sa première conférence de presse, en novembre, il s'était montré plutôt convaincant...

Oui, il s'est exprimé avec brio. Dès lors, il y a eu un grand soupire de soulagement. Pour les Français, le verbe est très important. Le fait d'avoir une expression déliée, de l'aplomb, pas de notes, tout cela fait partie du style du pouvoir à la française. Mais il y a toujours ces artifices de prudence verbale. Les uns parlent de “choc” de compétitivité par exemple, les autres de “pacte”.

L'affaire Mittal a montré bien des hésitations au sein du pouvoir...

Cette affaire a cristallisé ses contradictions sans qu'il apparaisse clairement si le ministre du Redressement productif – ce qui est déjà une appellation lourde à porter – était encouragé en haut lieu dans son exaltation des

idées qu'on peut juger pour le moins celles du siècle dernier. Il faut dire qu'en France, nous avons une géographie politique particulière : la droite n'est pas libérale. Lors de l'affaire Mittal, des députés, d'anciens ministres conservateurs ont applaudi à l'idée de la nationalisation. En France, il y a une religion commune de la gauche et de la droite : cela s'appelle l'Etat. L'Etat protecteur, employeur... C'est le fondement même de la culture politique française. Cet Etat consomme 57 % du produit national brut. A terme, cela deviendra très compliqué.

Hollande mécontente tout le monde ?

Regardez les sondages. Il a perdu, y compris dans son électorat de base. Pourtant, il contrôle l'Assemblée nationale, le Sénat, les collectivités locales. Il aurait dû utiliser ce temps-là. Or, l'impression que l'on a, c'est que ses six premiers mois sont carbonisés, sans qu'il ait tenu le discours de cohérence et que le cap soit précisé.

Est-ce un problème personnel, un problème d'équipe, de projet ?

C'est une question de tempérament.

Jean-Marc Ayrault, le Premier ministre, est un très honnête homme, un très bon maire de Nantes. Est-ce que, pour autant, il a ce talent de communicant qui est exigé du personnel politique ? De plus, les temps sont difficiles et les Français sont des gens impossibles à gouverner. Mais cela, il le savait avant. Et le logiciel du PS français reste quand même un peu rouillé par rapport aux réalités contemporaines.

A l'étranger, certains estiment que c'est toute la France qui est déconnectée...

Il est facile de simplifier, mais voyons les choses en face.

Vous avez une élite française qui est extrêmement bien formée, mondialisée, qui se trouve dans tous les grands groupes internationaux. Mais ce sont des gens qui ne participent plus au débat public. Le débat politico-médiatique se passe entre des gens qui restent dans les habitudes, le vocabulaire franco-français. Il y a un repli qui empêche de voir à quel point la mondialisation est présente, l'interpénétration de nos économies existe... Le débat public en France est, à mon sens, beaucoup plus fermé sur lui-même qu'il ne l'était auparavant.

Et l'opposition demeure “la plus bête du monde”...

A l'UMP, ils vont faire une armée mexicaine. Il faudrait aussi que la droite ait un logiciel mis à jour. La situation actuelle, c'est aussi l'héritage de Sarkozy. Il avait été élu avec une vraie majorité, avec une promesse de changement et de rupture. Il a fait quelques réformes utiles et contemporaines mais, ensuite, il a bifurqué complètement à l'ancienne en faisant une campagne populiste, très à droite et avec un discours anti-européen, anti-immigration, anti-libre circulation. Vous aurez remarqué que le duel Fillon-Copé n'était en rien idéologique. Deux coqs dans un poulailler, c'est vieux comme la politique. Ce sont des jeux de pouvoir sans vrai projet.

Le mariage gay déclenche les passions en France. Dans d'autres pays européens, l'Espagne, la Belgique, le débat n'a pas été aussi vif...

La société française est inquiète. C'est une société qui fonctionne dans un pays riche avec beaucoup de pauvres. Ses contradictions sont très difficiles à accepter. A partir du moment où Hollande et son gouvernement sont aux prises avec ces contradictions de politique éco-

“Les temps sont difficiles et les Français sont des gens impossibles à gouverner.”



CHRISTOPHE BORTELS

nomique, les problèmes sociétaux deviennent l'enjeu où les vieux clivages peuvent se réintroduire. C'est plus confortable. La droite est forcément contre le mariage homosexuel et la gauche est forcément pour. On retrouve des divisions dans des pays qui n'ont pas lieu d'être, contrairement aux pays qui sont habitués au compromis.

Quel est votre avis sur le mariage gay ?

J'y suis absolument favorable. J'adore la formule de Jean d'Ormesson : "J'aime tellement les homosexuels que j'aimerais leur éviter le mariage..." C'est d'ailleurs paradoxal car, dans nos sociétés, on voit que les hétéros se marient de moins en moins alors que les homos souhaitent, eux, se marier.

En Europe, est-ce Angela Merkel qui dispose du bon logiciel ?

Ce n'est pas tellement Merkel, mais plutôt Gerhard Schröder, social-démocrate. Son agenda 2010 a marché, mais il n'a pas été réélu. L'Allemagne, ce n'est pas non plus le paradis. Mais il est vrai que les réformes douloureuses ont été faites et acceptées par des syndicats puissants.

Quelles peuvent être les conséquences de l'hégémonie d'Angela Merkel sur l'Europe ?

Paris a perdu beaucoup d'influence. Certes, Hollande avait réussi son premier sommet. Là, il en est à son cinquième. Il avait obtenu un couplet sur la croissance mais il semble qu'en réalité, ce soit finalement marginal. La suprématie allemande est la traduction du différentiel économique. Sarkozy compensait par le verbe et son activisme, même si dans les deux dernières années, il y avait beaucoup de communication. Mais cela convenait à Merkel. A présent, il y a un vrai déséquilibre dans ce cou-

ple qu'on a beaucoup critiqué mais qui faisait quand même avancer l'Europe.

Est-ce pour cela qu'elle patine ?

On voit bien qu'il n'y a plus de projet politique commun. Chacun a son échéancier politique... Au dernier conseil européen, on a miraculeusement accouché de l'union bancaire mais, sur le plan politique, tout le monde s'est mis debout sur les freins, à commencer par Merkel. L'Europe passe après les préoccupations nationales.

Dans quelle mesure la crise économique et financière met-elle à mal la démocratie en Europe ?

"Le débat public en France est, à mon sens, beaucoup plus fermé sur lui-même qu'il ne l'était auparavant."

C'est la vraie question. On a tous applaudi Mario Monti : enfin un type compétent qui prend les choses à bras-le-corps, même si c'est très difficile et si cela lui a coûté en termes de popularité. Mais voilà aussi un ancien de Goldman Sachs, technocrate, eurocrate, reconnu d'ailleurs et très estimé, qui n'a pas eu à passer par le suffrage universel. Est-ce cela la solution ? Cela rejoint une autre interrogation, celle de nos institutions de démocratie parlementaire à l'époque de Twitter, d'Internet, d'un tempo de l'opinion qui demande d'être très réactif avec un besoin

de simplification. C'est une vraie question, qui se pose aussi au niveau des institutions européennes. Quand le Parlement européen ne représente pas, pour nos opinions publiques, une vigie démocratique par rapport aux décisions, les opinions publiques décrochent de plus en plus de l'Europe.

Quel regard portez-vous sur ces ressortissants français qui s'exilent fiscalement en Belgique ?

Je trouve cela très rigolo. J'ai un passeport belge de naissance. J'ai dû subir des blagues belges pendant longtemps et, tout d'un coup, les Français qui pensent que c'est dans leur intérêt regardent la Belgique avec envie ! Il y a une sorte d'hystérie autour de Depardieu, qui correspond d'ailleurs au personnage, il faut se calmer, les gens sont libres. Il n'y a pas lieu de donner des leçons de patriotisme. Je trouve que ce débat est excessif. Ce n'est pas un bon signe de l'état mental des gens en France. Chacun a un jugement sur ce qui est moral ou pas, citoyen ou pas. Il ne sert à rien d'ostraciser des gens qui font des choix. On est dans un spasme très français où l'on n'aime pas le succès, la réussite, l'argent. L'aigreur du débat public est un mauvais signe.

Vous avez été à la tête de l'Audivisuel extérieur français. On vous a soupçonné de conflit d'intérêts parce que M. Kouchner était ministre des Affaires étrangères. Comment avez-vous vécu cela ? Il n'est pas très agréable de se trouver dans la case "femme de..."

Je me suis toujours battue bec et ongles contre cette idée de "femme de...", que j'ai toujours trouvée arrogante, machiste et en l'occurrence inexacte. Mon parcours professionnel a toujours été parfaitement distinct de celui de Bernard. Je faisais le "20 heures" avant de le rencontrer. J'ai compris à l'époque, quand on a beaucoup insisté pour que je prenne ce job, que cela pourrait troubler un certain nombre de gens, mais j'ai pensé, avec une certaine naïveté, que j'avais une légitimité professionnelle pour le faire. Cela a été passionnant pendant deux ans, jusqu'au moment où il y a eu un conflit de pouvoir, très banal, avec le type qui avait été nommé en même temps que moi (Alain de Pouzilhac, Ndlr). Cela a dégénéré de façon scandaleuse. Je viens de le faire condamner à un euro symbolique. Il y a d'autres procédures en cours et je ne le lâcherai pas.